



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/3/SR.5
8 janvier 2007

Original: FRANÇAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Troisième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 5^e SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le vendredi 1^{er} décembre 2006, à 10 h 15

Président: M. DE ALBA (Mexique)

SOMMAIRE

APPLICATION DE LA RÉOLUTION 60/251 DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 15 MARS 2006 INTITULÉE «CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME» (*suite*)

d) SUIVI DES DÉCISIONS DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Conseil seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 15.

APPLICATION DE LA RÉSOLUTION 60/251 DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 15 MARS 2006 INTITULÉE «CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME» (point 2 de
l'ordre du jour) (*suite*)

d) SUIVI DES DÉCISIONS DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME (A/HRC/3/2)

1. Le PRÉSIDENT invite les délégations à examiner le rapport de la Commission d'enquête sur le Liban (A/HRC/3/2) instituée en vertu de la résolution S-2/1 du Conseil en date du 11 août 2006.

2. M. PERRAKIS (Commission d'enquête sur le Liban), présentant le rapport de la Commission (A/HRC/3/2), dit que les membres de la Commission se sont rendus au Liban à deux reprises, du 23 septembre au 7 octobre et du 17 au 21 octobre 2006. Ils ont visité les zones les plus gravement touchées par le conflit, à savoir Byblos, Beyrouth-Sud, la vallée de la Bekaa et le sud du pays. Ils se sont entretenus avec le Président et le Premier Ministre libanais, des membres du Gouvernement et des membres du Parlement, des représentants d'autorités régionales et locales, des représentants d'organisations non gouvernementales et des journalistes. Ils ont également rencontré des victimes directes du conflit dont les récits, parfois particulièrement douloureux, leur ont permis d'étayer leur enquête. La Commission regrette de ne pas avoir pu bénéficier de la coopération des autorités israéliennes.

3. La Commission n'est ni un tribunal, ni une institution judiciaire mais un organe indépendant chargé d'enquêter sur le ciblage et sur le meurtre systématique de civils libanais, sur les types d'armes utilisées au cours du conflit et sur les effets meurtriers des opérations militaires menées par les Forces de défense israéliennes au Liban. Les membres de la Commission ont accordé une attention privilégiée aux dommages subis par les civils, principales victimes du conflit. Au terme de 33 jours d'hostilités, 1 191 personnes auraient perdu la vie et 900 000 auraient été obligées de fuir leur domicile. Les attaques menées par les Forces de défense israéliennes (FDI) se sont soldées par la destruction de 32 «points vitaux», de 109 ponts, de 137 voies de circulation, de 127 entreprises de transport, de 30 000 maisons, de plusieurs sources d'eau potable, de mosquées, de moyens de communication, de sites archéologiques et culturels et de terres agricoles. La Commission note que le contingent de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et le Groupe des observateurs militaires des Nations Unies au Liban ont essuyé 30 attaques directes, provoquant notamment la mort de quatre soldats lors de la destruction de la base de Khiyam. Les Forces de défense israéliennes ont employé des munitions en grappe, dont 90 % ont été utilisés au cours des trois derniers jours du conflit, rendant inaccessibles de nombreuses terres agricoles. Des obus au phosphore ont également été tirés à plusieurs reprises. La Commission a pu constater les effets dévastateurs sur l'environnement du bombardement de la centrale électrique de Jiyyeh, dont il apparaît qu'il était prémédité. Elle relève en outre que le conflit a été marqué par des attaques répétées contre des membres du corps médical et des secouristes, notamment contre des ambulances de la Croix-Rouge. Enfin, la Commission a pris note des nombreuses allégations faisant état de l'enlèvement de civils et de leur transfert vers Israël où ils sont détenus.

4. Au vu de ces constatations, la Commission estime qu'Israël a agi en violation des lois et usages de la guerre, du droit international des droits de l'homme et du droit humanitaire international, en particulier de la quatrième Convention de Genève de 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre. En faisant un usage excessif, aveugle et disproportionné de la force, Israël a violé le principe selon lequel les parties à un conflit doivent en tout temps faire la distinction entre la population civile et les objectifs militaires. En outre, la politique consistant à assimiler chaque Libanais à un ennemi potentiel susceptible d'être attaqué constitue une violation de l'interdiction de toute punition collective. Aucune des armes employées par Israël au cours du conflit n'est expressément interdite par le droit international. Toutefois, les modalités d'utilisation de certains types d'armes, comme les munitions en grappe, peuvent être considérées comme contraires au droit international. La Commission estime que les précautions prises par les Forces de défense israéliennes pour limiter les dommages aux personnes dans le cadre de ses opérations militaires ne répondaient pas aux exigences du droit humanitaire international. Faute d'avoir été prévenus suffisamment tôt, les civils n'ont pas pu disposer du temps nécessaire pour s'échapper. Au-delà de la responsabilité internationale de l'État israélien, il conviendra d'envisager la responsabilité individuelle des membres des Forces de défense israéliennes.

5. La Commission recommande au Conseil de redoubler d'efforts pour obtenir l'indemnisation des victimes du conflit, seul moyen de mettre fin à l'impunité. Le Conseil devrait s'efforcer de mobiliser la communauté internationale afin qu'elle apporte son soutien à la reconstruction du pays. Il conviendrait également d'évaluer l'efficacité de l'aide humanitaire en tenant compte des besoins particuliers des enfants victimes du conflit. Le Conseil devrait également lancer un appel aux parties au conflit pour qu'elles respectent le droit international humanitaire et pour que des enquêtes soient menées sur les agissements des membres des FDI. Par ailleurs, une procédure de surveillance de la situation des droits de l'homme au Liban devrait être mise en place.

6. La Commission recommande au Conseil d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la nécessité d'interdire de façon expresse l'usage de munitions en grappe. Il conviendrait en outre d'étudier les effets de certains types d'armes, comme les obus au phosphore, et de s'interroger sur leur compatibilité avec le droit international. Le Conseil devrait prier Israël d'indiquer avec précision les zones dans lesquelles ce type d'armes a été employé. Il devrait également envisager la création d'une commission chargée d'indemniser les victimes du conflit et appuyer la Commission parlementaire libanaise des droits de l'homme dans ses enquêtes sur les assassinats perpétrés au cours du conflit. Enfin, une procédure de suivi de la situation des droits de l'homme après le conflit devrait être mise en place. De l'avis des membres de la Commission d'enquête, il faudra beaucoup de temps et d'efforts, notamment de la part de la communauté internationale, pour que le Liban se reconstruise. Pour l'heure, il importe de trouver des solutions immédiates pour mettre fin aux violations du droit au logement, du droit à la santé et du droit au travail.

7. M. LEVANON (Observateur d'Israël) dit qu'en raison des termes du mandat qui lui a été confié par le Conseil la Commission n'a pas tenu compte d'un certain nombre de faits et de règles de droit dans son enquête, parvenant ainsi à des conclusions inéquitables et erronées. Ainsi, elle n'a pas tenu compte du manquement du Liban aux obligations que lui font les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment de désarmer le Hezbollah et de contrôler l'ensemble de son territoire. Bien qu'il mette l'accent sur la nécessité de respecter les

règles de droit, le rapport à l'examen omet de souligner que le Liban est tenu d'empêcher que des attentats terroristes soient préparés à partir de son territoire. Le conflit du Liban est la conséquence directe d'une attaque gratuite du Hezbollah contre laquelle Israël a exercé son droit à la légitime défense. On ne peut pas ignorer le dilemme d'Israël, pris entre la volonté délibérée du Hezbollah de causer des dommages à la population civile libanaise et israélienne, d'une part, et, d'autre part, ses propres forces de défense qui n'ont épargné quant à elles aucun effort pour réduire l'impact de leurs opérations sur les civils. L'intention d'Israël n'était pas d'infliger des souffrances aux civils libanais et il n'est pas exact que les autorités n'aient pas fait tout leur possible pour éviter des pertes en vies humaines. En réalité, les moyens mis en œuvre à cette fin par Israël dépassaient les exigences du droit international humanitaire comme en témoigne la réduction significative des dommages causés aux civils. Guidés par leur souci de rationalité, les membres de la Commission se sont accommodés d'une logique purement comptable en évaluant l'ampleur des dommages subis par la population libanaise au seul regard des dommages subis par Israël. Ils n'ont pas jugé utile d'apprécier la proportionnalité de la riposte israélienne au regard de la menace que les 13 000 missiles dirigés vers Israël faisaient peser sur sa population. Quant au nombre de victimes israéliennes, il s'est avéré moins important que celui auquel on aurait pu s'attendre en raison de l'équipement en abris de la plupart des foyers israéliens. On ne saurait reprocher à Israël de protéger sa population civile. Ainsi, la Commission n'est pas à l'abri de la critique lorsqu'elle ne distingue pas entre les deux parties au conflit, la première s'efforçant sans relâche de protéger sa population civile et l'autre lui fournissant des missiles.

8. Israël demeure fermement attaché au respect des règles de droit international et sait à quel point l'application des principes du droit humanitaire pose des problèmes d'ordre moral et pratique. Le rapport examiné sape la crédibilité du droit international en adressant certaines de ses recommandations au Hezbollah, connu pour être une organisation terroriste. Ainsi, il est troublant de placer sur un pied d'égalité l'État d'Israël et une entité qui vise à le détruire. En conclusion, Israël rappelle qu'Amnesty International et Human Rights Watch ont critiqué le silence de la résolution du Conseil portant création de la Commission sur les violations commises par une des parties au conflit. Ce silence prive le rapport à l'examen de toute crédibilité et de toute légitimité et en met en cause la pertinence et la valeur.

9. M. SOUFAN (Observateur du Liban) rappelle qu'à la suite d'une attaque menée par le Hezbollah le 12 juillet 2006 à la frontière entre le Liban et Israël, une opération que le Gouvernement libanais n'a jamais excusé ni approuvée, Israël a déclenché une guerre totale contre le Liban. Les différents volets du droit international humanitaire et des droits de l'homme traités par la Commission se résument à une seule question, celle de savoir si un État, quel qu'il soit, est ou non fondé, dans le cadre des circonstances étudiées dans le rapport, à supprimer un autre État, à violer les droits de son peuple, à agir au mépris des principes fondamentaux du droit international dans le cadre de ses opérations militaires, à infliger des punitions collectives à sa population, à mener des offensives en dehors de tout cadre légal, en somme, à mépriser la vie et la dignité de l'homme pour des motifs douteux. À l'évidence, la réponse est non.

10. Le rapport à l'examen contient une analyse approfondie et documentée des violations graves du droit international humanitaire et des droits de l'homme commises par Israël. S'il convient de saluer la prudence dont les membres de la Commission ont fait preuve en indiquant qu'ils ne pouvaient pas dresser une liste exhaustive et définitive des violations présumées par Israël des règles de droit international dans leur rapport, celui-ci n'en demeure pas moins une analyse sans précédent dans l'histoire du droit international de la métamorphose

soudaine d'une simple réponse militaire à un incident frontalier en une attaque d'envergure contre l'ensemble du territoire libanais, laquelle constitue une violation grave des lois et usages de la guerre.

11. Le rapport souligne à juste titre que les différentes actions menées par les Forces de défense israéliennes relevaient en réalité d'une stratégie plus large visant à punir collectivement le peuple libanais, à inciter, voire à provoquer la violence entre les différentes communautés religieuses du pays et à semer la discorde parmi la population par la distribution de tracts et de messages insidieux, tout en s'immisçant dans les affaires intérieures du pays. Au prétexte de la lutte contre le terrorisme, les Forces de défense israéliennes ont notamment attaqué le village chrétien de Qauzah près de la ligne bleue, utilisant l'église maronite chrétienne de ce village comme base de leurs opérations. Le Liban rappelle que de tels agissements délibérés sont considérés par la Cour pénale internationale comme des crimes de guerre.

12. La Commission d'enquête a examiné de manière approfondie la campagne militaire israélienne dont les effets dévastateurs se feront encore sentir pendant de nombreuses années. Ce sont 15 ans de progrès qui ont été anéantis. Le rapport à l'examen contient nombre de conclusions et de recommandations qui vont dans le bon sens. Il semble toutefois que les membres de la Commission aient outrepassé leur mandat à certains égards. Ainsi, la recommandation faite au Conseil de mettre en place une procédure de suivi de la situation des droits de l'homme au Liban va au-delà des objectifs assignés à la Commission. L'origine des problèmes ne se trouve pas dans la relation entre le Liban et ses citoyens mais dans l'offensive menée par Israël. Quant aux informations relatives à la composition religieuse de la société libanaise et à l'affirmation selon laquelle aucun recensement de ce type n'a été effectué depuis 1932, qui figurent dans le rapport, elles n'y ont pas leur place. La priorité du Liban est de faire en sorte que son territoire demeure une terre d'accueil pour tous, de promouvoir la diversité et l'idéal de liberté sans considération des croyances religieuses de sa population.

13. M. KHAN (Pakistan), s'exprimant au nom de l'Organisation de la Conférence islamique, estime que les conclusions du rapport de la Commission sont édifiantes. Ses membres doivent être félicités pour l'impartialité et pour le courage dont ils ont fait preuve au cours de leur enquête. Il ressort du rapport à l'examen qu'Israël et les Forces de défense israéliennes ont agi dans l'impunité, faisant un usage excessif, aveugle et disproportionné de la force contre des objectifs civils. La Commission d'enquête a clairement établi que les attaques meurtrières et délibérées des Forces de défense israéliennes constituaient une punition collective et n'a pas recueilli de preuves quant à l'utilisation de boucliers humains par le Hezbollah. Elle a également établi que le bombardement de la centrale électrique de Jiyeh était prémédité et que les Forces de défense israéliennes avaient fait un usage excessif et injustifié de munitions en grappe.

14. Lorsque les pays membres de l'Organisation de la Conférence islamique ont sollicité la convocation d'une session extraordinaire du Conseil sur la situation au Liban, certaines voix se sont élevées pour demander quelles violations étaient en cause. La réponse figure dans le rapport, où il est notamment indiqué que les violations massives, systématiques, des droits de l'homme perpétrées au cours du conflit relevaient d'une pratique étatique particulièrement néfaste, préoccupante au regard de la culture juridique contemporaine. Au regard d'une telle affirmation, les recommandations de la Commission semblent hésitantes et ne répondent pas pleinement aux attentes des membres du Conseil. Le Pakistan et les membres de l'Organisation de la Conférence islamique aimeraient savoir pourquoi les membres de la Commission ne sont

pas allés au bout de leur démarche et n'ont pas tiré toutes les conséquences de leurs constatations. Quoiqu'il en soit, on ne peut que se réjouir de la volonté du Conseil de prendre pour pratique de répondre aux crises dans le domaine des droits de l'homme par l'envoi sur le terrain de missions d'enquête indépendantes.

15. M. DUMONT (Argentine) rappelle que son pays avait voté en faveur de la résolution portant création d'une commission d'enquête sur le Liban tout en soulignant que les violations du droit international humanitaire commises par les deux parties devaient être étudiées. En application de son mandat, la Commission a limité son enquête aux opérations militaires menées par les Forces de défense israéliennes sans tenir compte des dommages significatifs subis par la population israélienne en raison des attaques aveugles menées par le Hezbollah. L'Argentine tient à rappeler que l'ensemble des parties à un conflit sont tenues de respecter le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et les principes d'humanité applicables au règlement des conflits.

16. La mise en place de commissions d'enquête sur des faits d'une extrême gravité marque un progrès dans la promotion et la protection universelles des droits de l'homme. Toutefois, le Conseil doit dorénavant s'attacher à perfectionner le mandat de tels mécanismes pour leur permettre d'examiner les violations de droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par toutes les parties à un conflit et ce dans tous les cas de figure. L'Argentine est convaincue qu'un tel objectif peut être atteint par l'effort de tous les pays décidés à promouvoir la protection des droits de l'homme et à mettre fin à la sélectivité et à la politisation.

17. M. FLORENCIO (Brésil) remercie les membres de la Commission d'enquête sur le Liban de leur évaluation sérieuse, impartiale et approfondie du conflit de 33 jours qui a dévasté le Liban. Trois aspects de son rapport méritent d'être soulignés pour mieux saisir la question à l'examen. Premièrement, la Commission d'enquête a limité son analyse du conflit au territoire libanais conformément au mandat qui lui avait été confié. Deuxièmement, elle s'est prononcée sur la qualification juridique du conflit, à savoir un conflit armé international relevant par conséquent du droit international, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Il convient d'autant plus d'insister sur ce point que la Commission d'enquête relève au paragraphe 9 de son rapport que les hostilités ont principalement opposé le Hezbollah et les Forces de défense israéliennes et que certains pourraient en inférer que le conflit étudié n'était pas de nature interétatique. Troisièmement, le rapport insiste opportunément sur la nécessité d'inclure les munitions en grappe dans la liste des armes dont l'usage est interdit en droit international.

18. M. ATTAR (Arabie saoudite), parlant au nom du Groupe des États arabes, s'associe à la déclaration faite par le représentant du Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique et constate que la Commission d'enquête passe en revue les graves violations israéliennes des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises au cours des opérations militaires menées par ses forces de défense, considérant en outre que des crimes de guerre ont été perpétrés (par. 342 du rapport). Nul doute que l'attaque odieuse menée par Israël contre le Liban relève d'une politique délibérée visant à s'ingérer dans les affaires intérieures du Liban et à semer la discorde entre les différentes communautés religieuses présentes dans le pays. Les recommandations de la Commission méritent d'être appuyées. Toutefois, la création d'un mécanisme de suivi des droits de l'homme au Liban ne semble pas justifiée dans la mesure où les problèmes qui s'y posent ne découlent pas de la relation entre l'État libanais et son peuple.

19. M. ALFARARGI (Ligue des États arabes) dit que le rapport établi par la Commission d'enquête sur le Liban fait l'inventaire des violations du droit international commises par Israël, considérant que des crimes de guerre ont été commis par les Forces de défense israéliennes au cours du conflit. Ces violations, qui se poursuivent aujourd'hui, visent notamment à susciter la haine entre les communautés religieuses présentes au Liban. Le rapport souligne également que les opérations militaires étaient dirigées contre des objectifs civils. Les membres de la Ligue des États arabes appuient les recommandations de la Commission d'enquête, dont la mise en œuvre devrait faire l'objet d'un suivi. Toutefois, ils regrettent que certaines de ces recommandations placent sur un pied d'égalité l'agresseur et l'agressé. Quant à la recommandation visant à établir un mécanisme de suivi de la situation des droits de l'homme au Liban, elle donne l'impression que l'origine de la crise réside dans la relation entre l'État libanais et son peuple, comme si l'agression israélienne n'avait pas eu lieu. Enfin, la Ligue des États arabes salue les recommandations concernant l'aide à la reconstruction du Liban et la nécessité de mettre en place des mécanismes d'indemnisation des victimes du conflit.

20. M. KIVELA (Finlande), prenant la parole au nom de l'Union européenne ainsi que de la Roumanie et de la Bulgarie, pays en voie d'adhésion, apporte son soutien au Gouvernement démocratiquement élu du Liban. Il se déclare préoccupé par la souffrance humaine et la destruction des infrastructures au Liban et en Israël, ainsi que par le grand nombre de femmes et d'enfants qui ont été victimes du conflit. L'Union européenne a apporté une contribution financière et technique à la reconstruction et à la stabilisation du Liban, et cet engagement reste intact. Il est par ailleurs du devoir de la communauté internationale d'aider au déminage du Liban. L'Union européenne déplore que le mandat de la Commission d'enquête ne lui ait pas permis d'examiner tous les aspects du conflit. Elle souhaiterait savoir quel serait le moyen le plus efficace, du point de vue des droits de l'homme, pour soulager les souffrances des enfants, et quelles mesures il faudrait prendre pour que le droit international soit mieux appliqué.

21. M. RIPERT (France), s'associant à la déclaration de la Finlande prononcée au nom de l'Union européenne, salue l'action courageuse du Gouvernement libanais, qui s'est engagé en faveur de la création d'un tribunal international afin de retrouver et de traduire en justice les auteurs de l'attentat qui a coûté la vie à Rafik Hariri, et lui réaffirme son soutien. La France remercie la Commission d'enquête pour son rapport, tout en regrettant que celle-ci n'ait pas pu se rendre sur le territoire israélien pour enquêter sur les conséquences des tirs du Hezbollah. Elle a déployé tous ses efforts pour parvenir à l'arrêt immédiat des violences, en formulant des propositions pour un règlement offrant aux parties les garanties politiques indispensables pour à la fois garantir la sécurité d'Israël et permettre au Gouvernement libanais d'assurer la souveraineté, l'indépendance et l'unité du pays. Elle note avec gravité la violation du droit international humanitaire commise lors de l'offensive qui a causé plus de 1 110 morts et blessé plus de 4 400 personnes. Elle relève avec préoccupation que des violations ont été commises des deux côtés, que les enfants ont payé un lourd tribut dans ce conflit, et que les obus non éclatés des bombes à fragmentation continuent à faire peser un grand risque sur eux. Les rapporteurs spéciaux jouent un rôle utile et doivent pouvoir travailler partout, en toute liberté, indépendance et impartialité, et la France continuera à soutenir leur travail.

22. M. VELLANO (Observateur de l'Italie) rappelle que son pays est toujours activement impliqué dans les efforts de reconstruction et de stabilisation au Liban et dans la région environnante. Dès le début de la crise, l'Italie a assuré de sa coopération et de son soutien toutes les parties désireuses de contribuer à la stabilité dans la région. Concernant le rapport de

la Commission d'enquête sur le Liban, elle souhaiterait savoir, d'une part, si des progrès ont été réalisés en ce qui concerne la situation des personnes déplacées, et quelles sont précisément les difficultés auxquelles celles-ci doivent faire face et, d'autre part, quel serait le moyen le plus efficace pour améliorer l'accès de la population aux services de base.

23. M. RAHMAN (Bangladesh) souscrit à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique, et remercie la Commission d'enquête pour son analyse impartiale, qui qualifie à juste titre les attaques meurtrières israéliennes de punition collective du peuple libanais. Ce rapport démontre qu'Israël poursuit une politique d'agression armée dans tout le Proche-Orient, ce qui prouve une fois de plus que ce pays ne respecte pas les normes du droit international.

24. M. MOAIYERI (Observateur de la République islamique d'Iran), s'associant à la déclaration prononcée par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique, dit avoir trouvé particulièrement alarmantes certaines constatations de la Commission d'enquête, notamment le fait que le personnel médical et humanitaire ait fait l'objet d'attaques directes, que des munitions en grappe aient été utilisées et que, d'après les estimations, un tiers des victimes seraient des enfants. La délégation iranienne appelle le Conseil à condamner les violations graves et systématiques des droits de l'homme et du droit humanitaire commises par les Israéliens. Elle est d'avis qu'en dépit de son orientation générale positive le rapport présenté outrepassa, à certains égards, le mandat de la Commission d'enquête et ne répond pas aux attentes quant à la responsabilité incombant au Conseil de faire face aux crimes commis par Israël.

25. M^{me} HSU King Bee (Malaisie) s'associe à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique. Elle considère que le rapport de la Commission d'enquête sur le Liban mérite toute l'attention du Conseil et que celui-ci devrait prendre des mesures de suivi appropriées. La délégation malaisienne considère que les événements survenus entre le 12 juillet et le 14 août 2006 constituent une agression militaire dévastatrice d'Israël à l'encontre du Liban. Le Conseil, comme les autres mécanismes pertinents de l'ONU et la communauté internationale dans son ensemble, a plusieurs défis à relever concernant les violations du droit international humanitaire, des droits de l'homme et du droit international. Il lui faut mettre en œuvre les recommandations de la Commission, et la communauté mondiale doit faire obstacle à la pratique d'un État extrêmement dérangeante pour la culture juridique contemporaine. Tout doit être fait pour rendre justice aux victimes libanaises et mettre un terme à l'impunité des responsables. À cet égard, la délégation malaisienne estime qu'il y a des incohérences entre l'analyse de la Commission d'enquête et ses recommandations.

26. M. VERROS (Observateur de la Grèce), s'associant à la déclaration faite par la Finlande au nom de l'Union européenne, se félicite de l'esprit d'objectivité et d'impartialité dont ont fait preuve les membres de la Commission d'enquête. Il note avec appréciation la grande qualité des analyses juridiques des experts, regrettant cependant que les limitations imposées à la Commission dans son mandat ne lui aient pas permis de se pencher sur la conduite de toutes les parties au conflit. La Grèce se déclare vivement préoccupée par la souffrance humaine et la destruction d'infrastructures civiles au Liban et en Israël. Les dégâts causés à des sites archéologiques au Liban sont, eux aussi, préoccupants. Dès le début, la Grèce a apporté une aide humanitaire substantielle au Liban, et son engagement en la matière reste entier. Elle attache une importance particulière aux recommandations de la Commission relatives à la mobilisation et

à la coordination de la communauté internationale pour assister le pays et son peuple. La délégation grecque aimerait savoir quel rôle pourrait jouer le Conseil des droits de l'homme pour aider les victimes à obtenir réparation et indemnités.

27. M. BITAR (Observateur de la République arabe syrienne) s'associe à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique ainsi qu'à celle faite par l'Arabie saoudite au nom du Groupe des États arabes. Il estime que les violations flagrantes des droits de l'homme, du droit international et du droit humanitaire commises par Israël étaient délibérées et systématiques et que les civils et les infrastructures étaient spécialement visés. En ce qui concerne le rapport à l'examen, il reproche à la Commission d'enquête d'avoir excédé le cadre de son mandat et de n'avoir fait aucun cas des violations répétées de la souveraineté du Liban. En revanche, il soutient les recommandations de la Commission relatives à la reconstruction des infrastructures, au dédommagement des victimes et à l'inscription des munitions en grappe sur la liste des armes interdites par le droit international.

28. M. HAMAIMA (Observateur de la Jamahiriya arabe libyenne) s'associe à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique ainsi qu'à celle faite par l'Arabie saoudite au nom du Groupe des États arabes. Il déplore que la Commission d'enquête ait outrepassé son mandat en s'ingérant dans les affaires intérieures du Liban, mais souscrit néanmoins à celles des recommandations de la Commission qui sont conformes à son mandat. Il exprime son accord avec le paragraphe 331 du rapport relatif aux atteintes portées aux civils et à leurs biens, au personnel médical et à celui du CICR, tout comme avec les conclusions du rapport concernant la nécessité pour la communauté internationale de se mobiliser pour aider la population libanaise. Il souligne les lacunes du droit international humanitaire en matière de dédommagement des civils et estime que le Conseil doit examiner cette question de manière approfondie.

29. M. OUVRY (Observateur de la Belgique), s'associant à la déclaration faite par la Finlande au nom de l'Union européenne, se dit particulièrement préoccupé par la souffrance humaine et par les destructions d'infrastructures civiles au Liban et en Israël. La Belgique s'engage, avec ses partenaires européens, à contribuer à la reconstruction au Liban et à promouvoir un Liban stable. Elle souscrit à la recommandation de la Commission d'enquête demandant au Conseil de promouvoir et de surveiller l'obligation de respecter et de faire respecter le droit international humanitaire par toutes les parties concernées, y compris les acteurs non étatiques. La délégation belge voudrait savoir quels sont les moyens que devrait déployer le Conseil pour réaliser concrètement cette recommandation, et demande si la Commission d'enquête ne devrait pas disposer d'un mandat couvrant toute la zone du conflit. Elle aimerait également savoir si d'autres organismes internationaux pourraient aussi intervenir utilement dans cette problématique.

30. M. AL-BADER (Observateur du Koweït), s'associant à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique ainsi qu'à celle faite par l'Arabie saoudite au nom du Groupe des États arabes, dit adhérer aux recommandations de la Commission d'enquête sur le Liban conformes à son mandat. Il est d'accord avec le paragraphe 331 ainsi qu'avec les conclusions de la Commission, notamment pour ce qui est de la nécessité de mobiliser la communauté internationale en vue d'aider le Liban à se reconstruire. L'observateur du Koweït souligne les lacunes du droit international humanitaire dans le domaine du dédommagement des victimes. Tout en se félicitant de l'orientation positive du rapport,

il regrette que la Commission d'enquête ait excédé le cadre de son mandat en évoquant des problématiques internes au Liban.

31. M. DE ARÍSTEGUI LABORDE (Observateur de l'Espagne), souscrivant à la déclaration faite par la Finlande au nom de l'Union européenne, indique que sa délégation soutient tous les efforts de reconstruction et de normalisation des conditions de vie au Liban. Il souhaite savoir quelles sont les mesures que la Commission d'enquête juge prioritaires à court terme pour régler la question du logement. S'agissant des questions de l'environnement et des ressources halieutiques, l'orateur souligne que le déversement de pétrole a eu des conséquences négatives sur l'écosystème marin et demande aux membres de la Commission d'enquête s'ils ont pu obtenir des informations et tirer des conclusions préliminaires sur les effets de cette marée noire à moyen et à long terme.

32. M. MACEDO (Mexique) attire l'attention sur les effets de l'utilisation et de l'abus de munitions en grappe. Il indique que, dans le cadre de la troisième Conférence d'examen de la Convention sur certaines armes classiques, son pays avait proposé de constituer un groupe d'experts pour élaborer un instrument juridiquement contraignant concernant ce type d'armes. Il regrette que les utilisateurs de ces armes aient fait barrage à cette initiative et que seul un mandat très limité ait pu être adopté, ne permettant pas d'examiner les effets inhumains de ces armes et de leur emploi. Dans la mesure où les préoccupations humanitaires minimales n'ont pas été couvertes, le Mexique s'est désolidarisé de cette proposition, mais il espère qu'il sera possible de promouvoir l'interdiction de ce type d'armes contraires au droit international humanitaire dans le cadre du Conseil.

33. M. ABDULLA (Bahreïn) s'associe à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique ainsi qu'à celle faite par l'Arabie saoudite au nom du Groupe des États arabes. Il se félicite du caractère positif du rapport de la Commission d'enquête sur le Liban, qui dénonce les nombreuses violations commises par Israël contre des civils, violations qui s'assimilent à des crimes de guerre. M. Abdulla regrette toutefois que les membres de la Commission n'aient pas établi de distinction entre agresseurs et agressés et qu'ils aient excédé leur mandat. Il invite la communauté internationale à apporter l'assistance nécessaire au dédommagement des victimes et à la reconstruction du Liban.

34. M. JAZAÏRY (Algérie), s'associant à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique ainsi qu'à celle faite par l'Arabie saoudite au nom du Groupe des États arabes, dit que le rapport examiné démontre que la tenue d'une session extraordinaire du Conseil sur les violations commises par Israël contre le Liban ne dénotait pas un manque d'impartialité et était même tout à fait opportune. Ce rapport contient une longue liste des atrocités perpétrées par Israël au Liban et l'on peut regretter que les recommandations qu'il contient ne soient pas à la mesure de la gravité des constatations de la Commission. Cela étant, il est difficile pour des experts indépendants de parler explicitement des violations des droits de l'homme commises par Israël autrement qu'en usant des déclarations politiquement correctes consistant à renvoyer dos à dos l'agresseur israélien et les victimes arabes, quelles qu'elles soient, dès lors qu'elles osent résister à l'agression ou à la colonisation.

35. M. SOEMARNO (Indonésie) estime qu'il importe que le Conseil puisse vérifier que les décisions et résolutions qu'il adopte sont dûment et pleinement appliquées. Comme de nombreux autres membres, il accueille positivement la façon dont la Commission d'enquête s'est acquittée

de son mandat et, à cet égard, adhère à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique. Il considère pour sa part que la Commission est restée dans le cadre de son mandat. L'Indonésie partage la douleur du peuple libanais, et M. Soemarno estime que les débats du Conseil devraient refléter le point de vue du Liban, étant donné que c'est le pays qui a enduré le plus de souffrances. Il est du devoir du Conseil d'aider le Liban à rétablir et à protéger les droits fondamentaux des Libanais, et l'Indonésie soutiendra tout effort que le Conseil engagera dans ce sens.

36. M. BRAAD (Observateur du Danemark), s'associant à la déclaration faite par la Finlande au nom de l'Union européenne, souhaiterait savoir quelles mesures concrètes pourraient être prises par le Conseil pour faire obligation aux parties non étatiques de respecter le droit international humanitaire.

37. M^{me} AL QASSIMI (Observatrice des Émirats arabes unis), s'associant à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique ainsi qu'à celle faite par l'Arabie saoudite au nom du Groupe des États arabes, remercie les auteurs du rapport examiné pour leur neutralité. Il y est fait état des violations graves des droits de l'homme commises par les Israéliens, constituant à la fois une punition collective et des crimes de guerre, ainsi que des atteintes portées à l'environnement. L'utilisation par Israël de munitions en grappe, et ce même après le cessez-le-feu, a mis en péril la vie des générations futures et M^{me} Al Qassimi espère que les recommandations formulées par la Commission seront suivies d'effet et aideront le peuple libanais à retrouver une vie normale. Elle estime qu'il faut faire pression sur Israël pour qu'il fournisse les coordonnées exactes des lieux où ont été larguées des munitions en grappe et compte sur la coopération du Gouvernement israélien en la matière.

38. M. LOULICHKI (Maroc) s'associe à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique ainsi qu'à celle faite par l'Arabie saoudite au nom du Groupe des États arabes. Il remercie la Commission d'enquête pour son rapport, qui donne une image exacte, quoique incomplète, de la tragédie que subit le Liban du fait de la campagne lancée par les forces israéliennes en juillet et en août 2006. Se référant à certaines conclusions du rapport, notamment au fait que la distinction entre civils et militaires n'a pas été observée par Israël et que ses actes constituaient une punition collective s'inscrivant dans le cadre d'un plan délibéré, le représentant du Maroc appelle le Conseil à condamner ces attaques afin qu'elles ne se reproduisent plus. Les responsables doivent maintenant rendre compte de leurs actes, et le peuple libanais doit être soutenu dans la reconstruction de son pays pour pouvoir retrouver la place qui lui revient dans le concert des nations.

39. M. SHOUKRY (Observateur de l'Égypte), s'associant à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique ainsi qu'à celle faite par l'Arabie saoudite au nom du Groupe des États arabes, souligne que le rapport de la Commission d'enquête sur le Liban fait état d'un recours aveugle à la force qui va bien au-delà de l'argument de la nécessité et de la proportionnalité militaires. Le succès de la mission de la Commission et l'application directe de la résolution S-2/1 concrétisent le mandat qu'a le Conseil de protéger les droits de l'homme dans le monde entier et renforcent sa crédibilité. L'Égypte félicite le Gouvernement libanais de sa coopération avec la Commission d'enquête et espère que les membres du Conseil vont examiner son rapport en dehors de toute considération d'ordre politique, reconnaître les effets dévastateurs des violations des droits fondamentaux du peuple libanais et remédier à cette situation. L'appréciation d'ensemble que donne le rapport et ses constatations reflètent la gravité

des violations du droit international humanitaire ainsi que le nombre excessivement élevé de civils libanais qui ont été touchés. L'Égypte espère que le Conseil fera la preuve de sa capacité d'agir de manière décisive pour mettre fin à l'impunité dont jouissent les auteurs de violations des droits de l'homme au Moyen-Orient.

40. M. FERNANDEZ PALACIOS (Cuba) regrette que seules deux minutes puissent être consacrées à une question aussi importante que le rapport de la Commission d'enquête. Il souhaite faire les remarques suivantes: premièrement, Cuba a appuyé la demande tendant à convoquer une session extraordinaire pour examiner la grave situation des droits de l'homme au Liban causée par les opérations militaires israéliennes et a voté en faveur de la résolution S-2/1. Deuxièmement, le rapport établi par la Commission d'enquête confirme le caractère dévastateur de l'agression israélienne. Les forces israéliennes ont, au cours d'une campagne militaire violente qui a fait des milliers de morts et de blessés au sein de la population civile, fait un usage disproportionné de la force. Troisièmement, Cuba exprime sa solidarité avec le peuple libanais et exige que l'on prenne les mesures nécessaires pour éviter que de tels actes ne se reproduisent, traduire en justice les auteurs des actes incriminés ainsi que ceux qui les protègent et les obliger à réparer les torts qu'ils ont causés aux victimes.

41. M. TICHENOR (Observateur des États-Unis d'Amérique) dit que la souffrance vécue par les populations de part et d'autre de la frontière israélo-libanaise a été une tragédie et reste une source de préoccupation pour les États-Unis. Le Hezbollah a entraîné le peuple libanais dans un conflit qui a eu des conséquences dramatiques pour l'ensemble de la région. Les États-Unis s'inquiètent vivement de ce que le Hezbollah et ses alliés, les Gouvernements de la République arabe syrienne et de la République islamique d'Iran, poursuivent leurs manœuvres de déstabilisation du Liban, et appellent ces pays à cesser leurs agissements et à respecter l'embargo sur les armes illégales imposé en vertu de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité.

42. Les États-Unis continuent à soutenir le Gouvernement démocratiquement élu du Liban. La résolution à l'encontre d'Israël qui a été adoptée lors de la session extraordinaire du Conseil sur la situation au Liban était partielle et ne condamnait pas les graves actes commis par le Hezbollah, notamment les attaques armées qui ont déclenché la crise et le ciblage de civils.

43. Le mandat de la Commission d'enquête a lui aussi été placé sous le signe du manque d'objectivité. Loin de permettre d'examiner les actes des deux parties au conflit, il récompense la tactique du Hezbollah consistant à cibler des régions densément peuplées et à mettre des civils en danger. La Commission d'enquête estompe en outre la distinction entre droit international humanitaire et droit des droits de l'homme. Les États-Unis exhortent le Conseil à tenir compte de tous les aspects de la situation et à agir de manière constructive pour mettre un terme aux souffrances qui ont été infligées aux deux parties.

44. M. LARENAS SERRANO (Équateur) trouve consternantes les violations du droit international humanitaire relevées dans le rapport. Il évoque les morts causées par les attaques, d'où qu'elles viennent, et la souffrance des victimes, notamment les personnes déplacées. Il rappelle la première phrase du Préambule de la Charte des Nations Unies et se demande combien de souffrances devront encore être infligées avant que l'on s'engage sur la seule voie possible, à savoir la conduite de négociations entre les parties. La délégation équatorienne appuie les travaux de la Commission d'enquête, dont le rapport ne peut être passé sous silence ou réfuté par des arguments factuels car, au-delà des faits, la véritable question qu'il soulève est celle

du respect du droit international humanitaire. L'Équateur condamne l'utilisation d'armes interdites et le recours aux boucliers humains, en particulier l'utilisation à cette fin d'entités des Nations Unies telles que la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), et exhorte les deux parties à démontrer leur volonté d'engager des négociations.

45. M. CAVALLO VALENCIA (Observateur du Venezuela) dit que le rapport de la Commission d'enquête sur le Liban rend bien compte de la situation dramatique des droits de l'homme et de la situation humanitaire découlant des agressions commises par les forces militaires israéliennes. Il en ressort ce qui était déjà une évidence pour le monde entier, à savoir l'absence de prise en compte de quelque considération d'ordre humanitaire que ce soit lors de ces attaques, le recours systématique et aveugle à une force excessive et le caractère fallacieux des arguments avancés par les agresseurs pour justifier leurs actions. Les «points vitaux» visés par les frappes se sont révélés être des éléments de l'infrastructure de base tels que des installations de traitement d'eau et des écoles.

46. S'agissant des recommandations formulées par la Commission d'enquête, la délégation vénézuélienne est favorable à l'établissement d'un mécanisme de suivi des mesures adoptées pour réparer les torts causés aux victimes et pour reconstruire le pays. Une enquête plus approfondie sur le comportement des forces militaires israéliennes est également nécessaire. Pour ce qui est du paragraphe 9 du rapport, le Venezuela considère qu'il se rapporte au suivi de la situation des droits de l'homme découlant de l'agression israélienne et soutient l'appel lancé aux autres organes conventionnels pour qu'ils examinent la question de la licéité du recours à des armes de destruction massive.

47. M. BAENA SOARES (Commission d'enquête sur le Liban), répondant à la question de savoir comment il serait possible de mieux appliquer le droit international humanitaire, dit qu'il convient d'assurer la diffusion des instruments juridiques et l'éducation des responsables militaires. Il importe surtout de réellement mettre en œuvre ce qui a été convenu.

48. S'agissant des souffrances bien réelles infligées aux enfants, et ce non seulement au Liban mais dans tous les conflits, il existe des instruments juridiques internationaux relatifs à la situation des enfants dans les conflits armés qui doivent être améliorés et appliqués. Le souci de préserver l'enfance et l'innocence est primordial et le Conseil doit œuvrer en faveur des enfants victimes de ces conflits.

49. La question des bombes en grappe et des munitions en grappe est particulièrement préoccupante. La Commission d'enquête a pu constater par elle-même les conséquences et les destructions causées par ces armes, qui devraient être interdites.

50. M. CHANDE OTHMAN (Commission d'enquête sur le Liban) indique qu'il souhaite faire trois remarques. Premièrement, la Commission d'enquête a été d'emblée très consciente des diverses questions se rapportant aux éléments de son mandat ainsi que du fait qu'il ne lui appartenait pas de remettre en question la résolution du Conseil, de la faire appliquer ou d'étendre la portée de son mandat. Deuxièmement, le caractère sacré de la vie des civils n'a pas été respecté comme il aurait dû l'être en vertu notamment du droit coutumier. La Commission d'enquête appelle donc à ce que soient adoptées des mesures précises à cet égard. S'agissant de la fourniture de l'aide humanitaire, elle a soulevé la question de la distinction très nette qui existe entre «notification» et «demande». Une demande peut en effet être rejetée, ou son acceptation

être retardée, tandis qu'une notification n'a pas les mêmes effets. Troisièmement, pour ce qui concerne les recommandations, M. Chande Othman estime qu'il n'est pas exact de dire que la Commission d'enquête a été frileuse. Elle a, au contraire, déterminé les responsabilités sans ambiguïté. Elle a traité, dans ses conclusions, de la question de la responsabilité internationale et a qualifié les actes commis de crimes de guerre et de crimes au regard du droit coutumier. Il est vrai que les travaux de la Commission d'enquête n'ont pas débouché sur des recommandations classiques. Elle n'a pas, par exemple, demandé que soit créé un tribunal international car il existe déjà des mécanismes à cet effet dans le cadre de la Cour pénale internationale.

M. Chande Othman, enfin, en réponse à la question de savoir ce que le Conseil peut faire pour déterminer les responsabilités dans une telle situation, souligne qu'il peut avoir recours à l'instrument très efficace que constitue une mission d'établissement des faits.

51. M. PERRAKIS (Commission d'enquête sur le Liban) s'étonne que l'on ait reproché à la Commission d'enquête de ne pas avoir qualifié les faits et de ne pas avoir mis ses recommandations en accord avec ses conclusions. Elle a, bien au contraire, clairement qualifié certaines des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire commises de crime de guerre et de violation grave du droit coutumier de la guerre et du droit de la guerre.

52. La Commission d'enquête, dans ses recommandations, insiste sur la notion de suivi de la situation. Peut-être est-ce là où réside le malentendu. Il y a, d'une part, les conclusions, dans lesquelles la Commission d'enquête répond clairement à la question de savoir qui a commis les violations. Et il y a, d'autre part, sa recommandation tendant à ce que le Conseil établisse un mécanisme de suivi de la situation sur le plan des droits qui ont été violés, notamment le droit à la vie, à l'éducation et au logement. Il ne s'agit pas là d'une ingérence dans les affaires intérieures du Liban. Les violations n'ont pas été commises par le Liban, mais par les Forces de défense israéliennes.

53. Il est très important, pour le règlement de la question libanaise mais aussi pour les situations qui se présenteront à l'avenir, que le Conseil accorde toute l'importance voulue à la question de la réparation. Enfin, pour combler ce que la Commission d'enquête considère comme une lacune du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, le Conseil devrait prévoir la possibilité d'établir des procédures de contrôle lorsque des violations sont commises dans ce type de situation.

54. M. KHAN (Pakistan), s'exprimant au nom de l'Organisation de la Conférence islamique, rappelle que le Conseil, lors de sa session extraordinaire sur la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, avait exigé qu'Israël mette un terme à ses opérations militaires dans le territoire palestinien occupé et lui avait demandé instamment de libérer les ministres, parlementaires et civils arrêtés. Il avait également décidé de dépêcher une mission d'enquête conduite par M. John Dugard, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé depuis 1967. Or, aucun de ces points n'a fait l'objet d'un suivi, ce qui est regrettable. Premièrement, M. Dugard n'a pas été autorisé à se rendre dans la région. Deuxièmement, la situation dans la bande de Gaza s'est détériorée et le nombre d'opérations militaires menées dans le nord de Gaza a augmenté. Troisièmement, les personnes détenues n'ont pas été libérées. Quatrièmement, si la Haut-Commissaire s'est rendue dans la région, cette visite ne peut remplacer celle de M. Dugard et ne saurait constituer une mise en œuvre de la résolution du Conseil ni préjuger des résultats de la mission de haut niveau censée enquêter sur la situation des droits de l'homme dans la bande de Gaza et à Beit Hanoun.

55. L'inapplication d'une résolution adoptée dans le cadre d'une session extraordinaire du Conseil soulève la question de la crédibilité et l'efficacité du Conseil. On qualifie de partiales des résolutions adoptées pourtant par le Conseil à une large majorité de membres représentant diverses régions, et non seulement des membres appartenant à l'Organisation de la Conférence islamique qui ne disposent pas, contrairement à ce que prétendent certains, d'une majorité automatique au Conseil.

56. Le Pakistan prie instamment le Conseil de rester saisi de la question de la situation très grave des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé et de continuer de tenter d'établir les faits. Il exprime l'espoir que la mission de haut niveau conduite par M^{gr} Desmond Tutu dans ledit territoire examinera les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme des Palestiniens qui y sont commises. La communauté internationale doit engager un double processus conjuguant mesures visant à faire cesser les violations des droits de l'homme et intensification des efforts pour instaurer la paix au Moyen-Orient.

57. Le PRÉSIDENT précise qu'il a donné suite aux décisions prises par le Conseil, en particulier à sa première session extraordinaire, et qu'il continuera à ne rien ménager pour en assurer la mise en œuvre.

58. M^{me} HSU King Bee (Malaisie) s'associe à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'OCI. Elle se déclare consternée par le grand retard pris dans la mise en œuvre de la résolution S-1/1, en particulier l'envoi d'une mission d'enquête urgente dans le territoire palestinien occupé. La Malaisie accueille avec satisfaction la constitution d'une mission d'enquête de haut niveau conformément à la résolution S-3/1 et souligne qu'il importe que ces deux missions commencent leurs travaux sans plus tarder.

59. Il est très regrettable que d'aucuns s'obstinent à vouloir traiter la situation dans le territoire palestinien occupé d'une manière qu'ils qualifient d'équilibrée et impartiale en mettant sur le même plan les actions de l'agressé et celles de l'agresseur étranger. Les droits de l'homme des Palestiniens sont, depuis 60 ans, quotidiennement et systématiquement violés par la puissance occupante. Il est injuste de considérer les deux sessions extraordinaires que le Conseil a consacrées à cette question comme une tentative pour monopoliser les travaux de cet organe.

60. La Malaisie se félicite de l'acceptation par la partie israélienne de l'initiative palestinienne de trêve et espère qu'elle mènera à de véritables négociations. Il convient maintenant que toutes les parties concernées redoublent d'efforts pour résoudre ce conflit par la cessation de l'occupation étrangère et par l'établissement d'un État palestinien souverain et indépendant vivant côte à côte avec Israël dans la paix et à l'intérieur des frontières sûres et internationalement reconnues.

61. M. GUEVARA (Mexique) dit que l'un des défauts de l'ancienne Commission était son incapacité à donner suite à ses décisions. La délégation mexicaine souhaiterait savoir quels progrès ont été accomplis dans l'établissement de la mission d'enquête dont la création a été décidée lors de la troisième session extraordinaire du Conseil.

62. Le Mexique regrette par ailleurs que la Troisième Commission de l'Assemblée générale ait décidé de reporter l'examen de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, que le Conseil a approuvée. Le Conseil a un rôle à jouer sur le plan du recensement des pratiques

optimales conformes aux dispositions de cette déclaration. Il devrait également examiner la possibilité d'élaborer, dans le cadre d'une coopération entre États et peuples autochtones, un projet de programme d'action qui énumérerait les mesures concrètes qui peuvent être prises pour mettre en œuvre la Déclaration.

63. M. NEYRA (Pérou) regrette que l'une des recommandations du Conseil, à savoir l'approbation par l'Assemblée générale de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, n'ait pas encore été suivie d'effet. Tristesse, frustration, déception sont quelques-uns des sentiments éprouvés face à cet état de fait par la délégation péruvienne et, à n'en pas douter, par les représentants des peuples autochtones. L'ajournement de l'adoption de la Déclaration porte un coup très dur à la défense de la cause des peuples autochtones, qui constituent l'un des groupes les plus vulnérables sur le plan des violations des droits de l'homme. Il est en outre regrettable que certaines délégations qui avaient ardemment défendu l'idée de procéder à une réforme de l'ONU pour rendre celle-ci plus proche des victimes soient à l'origine de ce report. Le Pérou forme le vœu que les pays que ces délégations représentent et le groupe régional qui les a soutenus ne tournent pas le dos aux peuples autochtones.

64. M. SOEMARNO (Indonésie) se dit préoccupé par le fait que les recommandations figurant dans la résolution S-1/1 n'aient toujours pas été appliquées. Les raisons invoquées pour ce retard avaient été les difficultés de financement. Toutefois, la gravité de la situation dans la région et l'accent mis sur le caractère urgent de la mission auraient dû suffire pour que les éventuels obstacles à la mobilisation rapide des moyens logistiques et financiers nécessaires soient surmontés. La visite de la Haut-Commissaire en Israël et dans le territoire palestinien occupé ne saurait en aucun cas être considérée comme remplaçant une mission d'enquête prescrite par une résolution du Conseil. En ce qui concerne la mise en œuvre de la résolution S-3/1, adoptée par le Conseil à sa troisième session extraordinaire, l'Indonésie attend avec intérêt la confirmation du départ prochain de la mission d'enquête à Beit Hanoun qui, conformément à ses dispositions, devrait intervenir au plus tard à la mi-décembre 2006. La délégation indonésienne estime qu'à ce stade crucial de l'édification du Conseil il faut tenir compte des facteurs qui pourraient par la suite entraver son fonctionnement, et qu'il faut travailler à mettre en place un Conseil efficace et fiable, qui ne déçoive pas les espoirs que placent en lui les victimes de violations des droits de l'homme.

65. M. LARENAS SERRANO (Équateur) dit que c'est avec grand étonnement que sa délégation a pris connaissance du report de l'examen de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones par la Troisième Commission. Le Conseil a accordé une attention prioritaire à cette question et s'est engagé, ainsi que les pays qui ont voté pour ce document, à ne pas la négliger. L'importance qu'elle revêt pour les peuples autochtones doit être reconnue et son examen ne doit pas être reporté *sine die*. L'Équateur compte sur la collaboration et la loyauté de l'ensemble des pays qui ont soutenu la première résolution du Conseil sur cette question pour qu'ils poursuivent, de concert avec le Président, leurs efforts en la matière.

66. M. ABDULLA (Bahreïn) s'associe à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique. Il rappelle que, malgré la demande du Conseil, Israël n'a pas libéré les ministres palestiniens et les membres du Conseil législatif palestinien, et déclare qu'il est nécessaire et impératif qu'Israël applique les résolutions du Conseil, le défaut d'application de ces résolutions ne faisant que remettre en question la crédibilité de l'État israélien. La délégation bahreïnite demande à la communauté internationale d'appeler non

seulement le Conseil, mais aussi l'Assemblée générale, à œuvrer à la protection des droits de l'homme, en particulier dans le territoire palestinien occupé. Elle salue la visite de M^{gr} Desmond Tutu dans les territoires arabes occupés, et souligne qu'il est urgent de soumettre au Conseil un rapport sur la situation des droits de l'homme dans la région.

67. M. RAHMAN (Bangladesh) regrette qu'Israël n'ait pas autorisé la première mission d'enquête à se rendre dans le territoire palestinien occupé. Ce refus d'Israël pose la question de la crédibilité des décisions du Conseil. La situation a continué à se dégrader dans les territoires occupés depuis la première session extraordinaire. M. Rahman espère que la seconde mission, conduite par M^{gr} Desmond Tutu, sera en mesure d'enquêter sur les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme dans le territoire occupé.

68. M. KAZEM SAJJADPOUR (Observateur de la République islamique d'Iran) s'associe à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique. Il déplore que le Rapporteur spécial John Dugard n'ait pas été en mesure de se rendre dans la région pour faire rapport sur la situation à Gaza. Les actions terroristes israéliennes continuent et Israël jouit de l'impunité que lui assure son principal partisan, les États-Unis d'Amérique. Il est évident que toute la population du territoire palestinien occupé est victime d'une punition collective, d'un génocide, de crimes contre l'humanité commis au titre d'une politique d'État. La République islamique d'Iran exhorte le Conseil à veiller à la bonne application de la résolution S-1/1. La délégation iranienne se félicite de la création de la mission d'enquête conduite par M^{gr} Desmond Tutu, et attend avec intérêt les résultats de sa mission à Gaza et Beit Hanoun où il devra évaluer la situation des victimes, répondre aux besoins des survivants et faire des recommandations sur les moyens de protéger les civils palestiniens de nouvelles attaques israéliennes.

69. M. LEVANON (Observateur d'Israël), rappelant une déclaration du Secrétaire général Kofi Annan, dit que le Conseil était censé examiner les résultats de tous les pays en matière de droits de l'homme, et que, lorsque l'on centre les discussions sur la question israélo-palestinienne sans même discuter du Darfour, certains se demandent ce que fait le Conseil et s'il a le sens de l'équité. Il y a un sentiment d'iniquité, de malaise, qui sous-tend le comportement du Conseil. La question examinée, relative au suivi de la résolution adoptée à la première session extraordinaire du Conseil, a pour objet de ramener l'attention du Conseil sur Israël et de le détourner des défis véritables auxquels est actuellement confrontée la communauté internationale. C'est une tentative honteuse pour dévoyer toutes les nobles aspirations que le Conseil aurait pu avoir. Six mois après son inauguration, le Conseil a déjà dû demander des ressources supplémentaires à l'Assemblée générale. Il est certain que la convocation de trois sessions extraordinaires consécutives centrées sur un seul pays a contribué à ce déficit financier. Or, le caractère partial de ces sessions n'a rien fait pour améliorer la situation qui doit clairement être examinée dans un contexte beaucoup plus large et comporte plusieurs aspects. L'observateur d'Israël se demande pourquoi l'on insiste tant pour envoyer le Rapporteur spécial John Dugard à Gaza, ce dans le cadre d'une session extraordinaire. Le travail du Rapporteur spécial n'est pas entravé par Israël dans le contexte de ses fonctions ordinaires. M. Dugard se rend dans la région deux fois par an, et s'y trouve actuellement. Il est certain qu'il va rentrer avec un nouveau rapport déséquilibré et partial, légitimé par son mandat déséquilibré et partial. On se demande si les trois sessions extraordinaires qui se sont tenues ont contribué de quelque manière que ce soit à engendrer le type de dialogue que beaucoup appellent de leurs vœux. M. Levanon demande à ses collègues de ne pas continuer à saper le Conseil à des fins politiques et futiles, et d'avoir

le courage de faire face à ceux qui veulent prendre le Conseil en otage et imposer leurs propres vues.

70. M. ABU-KOASH (Observateur de la Palestine) précise que John Dugard est effectivement en Palestine actuellement, mais à titre individuel, et qu'il n'a pas obtenu d'autorisation officielle de la part des autorités israéliennes pour que la mission qu'il dirige pénètre en Palestine.

Il souligne que ceux qui soutiennent la Palestine n'ont aucun pouvoir sur le Conseil des droits de l'homme et ajoute qu'Israël, en revanche, bénéficie du soutien des États-Unis, du représentant du Canada et de celui de la Haut-Commissaire. La Palestine est un cas exemplaire au regard de l'action de ce Conseil. Tant qu'il y aura deux poids, deux mesures, la Palestine continuera d'exposer son problème devant le Conseil. La Palestine lance un appel à Israël pour qu'il sorte du territoire occupé, ce qui mettra fin aux discussions sur la Palestine. Les Palestiniens jugent Israël pour ce qu'il a fait au cours des six années précédentes, et pour ce qu'il a fait au Liban.

71. M^{me} ZERBO (Observatrice du Burkina Faso) est très préoccupée par le suivi du rapport sur les droits des migrants présenté à la première session du Conseil. Elle exhorte celui-ci à mettre en place un mécanisme de suivi des différents rapports qui lui sont présentés.

72. M. CHOE Myong Nam (Observateur de la République populaire démocratique de Corée) dit que le début de la troisième session du Conseil a coïncidé avec la Journée de solidarité avec le peuple palestinien. Il ajoute que le Conseil a, jusqu'à présent, échoué dans ses efforts visant à résoudre les problèmes que connaît la Palestine. En l'absence d'une volonté d'Israël d'arrêter de commettre des violations, la question que doit régler le Conseil ne disparaîtra pas. Israël bénéficie du soutien des États-Unis et de leurs alliés, et les États-Unis ont opposé leur veto à plus de 30 résolutions sur la Palestine au Conseil de sécurité. La délégation de la République populaire démocratique de Corée pense que la question de la Palestine devrait demeurer une préoccupation majeure du Conseil des droits de l'homme dans la mesure où elle se rapporte au droit à la vie. Elle réaffirme tout son soutien et toute sa solidarité à l'égard de la juste cause du peuple palestinien. Elle considère que les crimes commis par Israël doivent faire l'objet d'une enquête exhaustive et que les responsables doivent être traduits en justice. La République populaire démocratique de Corée a toujours soutenu les efforts conjoints déployés par les pays du Moyen-Orient pour résoudre pacifiquement des questions telles que celles du Liban, de la Palestine et du Golan syrien. Cette position demeurera inchangée.

73. M. MARTABIT (Observateur du Chili) prend note avec satisfaction du fait qu'en vertu de la résolution 1/5 du Conseil adoptée le 30 juin 2006 la Haut-Commissaire a désigné, en consultation avec les groupes régionaux, cinq experts éminents pour qu'ils élaborent un document de base comportant des recommandations concrètes sur la manière de combler les lacunes existant dans les instruments internationaux destinés à lutter contre le racisme, la discrimination raciale et les autres formes d'intolérance. Il espère que ces experts pourront remettre cette étude au Groupe intergouvernemental du suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban qu'il préside, et qu'il leur sera ensuite possible de continuer à progresser dans l'élaboration de normes institutionnelles complémentaires, conformément à leur mandat. Il se félicite que la Troisième Commission ait adopté un projet de résolution qui concorde pleinement avec la résolution adoptée par le Conseil.

74. M. LACK (International Association of Jewish Lawyers and Jurists) dit que les attaques délibérées du 12 juillet 2006 contre le territoire d'Israël, menées par le Hezbollah avec l'appui implicite du Gouvernement libanais, constituent un acte d'agression contre Israël en violation du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, six années après le retrait complet d'Israël du territoire libanais, certifié par le Secrétaire général de l'ONU. Israël a, en conséquence, fait usage du droit naturel de légitime défense que lui confère l'Article 51 de la Charte. Il ne fait aucun doute que l'agression préméditée du Hezbollah a déclenché le conflit de 34 jours au cours duquel les milices du Hezbollah ont lancé plus de 4 200 missiles contre Israël – violation grave du droit international humanitaire, qui constitue un crime de guerre. M. Lack cite le rapport de la Commission d'enquête sur le Liban qui précise, au paragraphe 6, qu'«un élément fondamental en ce qui concerne ce conflit est le mandat de la Commission tel que défini par le Conseil des droits de l'homme, et la conduite du Hezbollah. La Commission considère que toute enquête indépendante, impartiale et objective relative à une conduite particulière au cours des hostilités doit nécessairement faire référence à tous les belligérants. Par conséquent, une enquête portant sur la conformité par rapport au droit international humanitaire des actions spécifiques des Forces de défense israéliennes au Liban exige de tenir compte également de la conduite de l'adversaire». Puisque le mandat de la Commission exclut en fait cette approche impartiale, l'on est amené à conclure que ce mandat n'a aucune validité et que la Commission a d'elle-même renoncé à toute prétention à la légalité, à l'indépendance et à l'impartialité.

75. M^{me} ENAV (Women's International Zionist Organization) dit qu'en raison de la partialité de son mandat la Commission d'enquête a passé sous silence dans son rapport la souffrance d'une centaine de milliers de personnes déplacées en Israël. Le Hezbollah fait pleuvoir des milliers de roquettes en prenant délibérément pour cible la population civile, la forçant à se réfugier dans des abris ou l'obligeant à fuir. Même des hôpitaux ont été pris pour cible. Si les médias internationaux n'ont pas parlé de ces personnes, c'est parce que la société civile israélienne a la capacité de se mobiliser de façon efficace et de réagir de façon appropriée aux situations de crise. Partout dans le pays, des gens ont ouvert leur maison aux personnes déplacées venues du nord du pays. La Women's International Zionist Organization (WIZO) a mis tous ses locaux à la disposition des personnes déplacées. Elle a offert un abri à plus de 5 000 personnes évacuées, dont la moitié étaient des enfants. Des centaines de ces personnes venaient de villages arabes et druzes. Outre un abri, de la nourriture et des vêtements, l'organisation a fourni des soins psychologiques, dispensés par des spécialistes des traumatismes de la famille et de l'enfant, car les enfants souffraient de cauchemars et de troubles du sommeil. Les adultes aussi étaient tendus et anxieux. Après la cessation des hostilités, de nombreuses personnes se sont retrouvées sans travail et sans abri après être rentrées dans leur village. Des milliers d'habitations ont été détruites et des petites entreprises ont dû fermer. Les volontaires de la WIZO continuent à œuvrer au retour à la normalité. La WIZO a plusieurs programmes d'assistance post-traumatique destinés à des personnes de tous âges.

76. M. NEUER (United Nations Watch) dit que la Commission d'enquête reconnaît, au paragraphe 5 de son rapport, qu'elle a négligé un aspect du conflit. Ce rapport n'est donc pas crédible. La résolution qui l'a créée a été parrainée par l'Iran et la Syrie qui sont des protecteurs du Hezbollah. Le verdict de culpabilité prononcé contre Israël était décidé à l'avance et la Commission n'a fait que l'entériner. La Commission n'a pas voulu tenir compte des documents présentés par Amnesty International, UN Watch et d'autres ONG concernant les violations commises par le Hezbollah. Elle a affirmé qu'elle n'avait pas de preuve que le Hezbollah avait utilisé des boucliers humains, or le document fourni en octobre 2006 à la Commission par

UN Watch en contient la preuve ainsi que des témoignages attestant que le Hezbollah a essayé d'encourager des attentats suicides.

77. M. NETTER (B'nai B'rith International et Coordination Board of Jewish Organizations) dit que la Commission d'enquête a admis que son mandat limitait son action à l'examen des actes des militaires israéliens et aux actes commis sur le territoire libanais. Il ajoute qu'il ne peut pas féliciter les membres de la Commission d'avoir accepté un tel mandat. En effet, il est arrivé qu'un rapporteur spécial sur la Palestine démissionne en raison de la partialité du mandat qui lui avait été confié. Le rapport de la Commission contraste fortement avec le rapport du 2 octobre 2006 établi par les quatre rapporteurs spéciaux (A/HRC/2/7), et avec le préambule de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité, qui soulignent sans équivoque que le conflit a été déclenché par une violation de la frontière internationale par le Hezbollah qui a donné lieu à l'enlèvement de deux soldats israéliens et à l'assassinat de huit autres. Les attaques d'un certain nombre de représentants reflètent la volonté de leur gouvernement d'insuffler au Conseil un sentiment de haine à l'égard d'Israël plutôt que de lutter contre les violations des droits de l'homme. À aucun moment le rapport ne mentionne l'objectif officiel du Hezbollah, à savoir la destruction complète de l'État d'Israël, qui représente une violation capitale de la Charte des Nations Unies. Le rapport ne mentionne pas non plus le droit de légitime défense consacré par la Charte, principe évoqué la semaine précédente par la Haut-Commissaire. En conséquence B'nai B'rith International demande que le rapport de la Commission soit rejeté.

78. M. KHOURI (Union des juristes arabes) dit que, lors de la réunion annuelle du Bureau de l'Union des juristes arabes qui s'est tenue à Amman les 5 et 6 novembre, 16 syndicats représentant 16 pays arabes étaient présents et ont réaffirmé leur solidarité à l'égard du Liban et de la résistance aux attaques israéliennes, ainsi que le droit du peuple palestinien à créer son propre État indépendant. Ils ont condamné les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Ils ont condamné les pressions et les menaces à l'égard de la République arabe syrienne venant de certaines superpuissances. Ils ont souligné l'importance de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Iraq. L'Union des juristes arabes espère que les Nations Unies ne seront pas assujetties à la loi de la force mais se conformeront plutôt à la force de la loi. Les actions d'Israël contre le Liban sont des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité et, au lieu de mettre fin à ces violations, les membres permanents du Conseil de sécurité ont donné à Israël un mois supplémentaire pour poursuivre son agression, ce qui est contraire à la Charte des Nations Unies, qui oblige les pays Membres à respecter les Conventions de Genève.

79. M. ALAIEE (Observateur de la République islamique d'Iran), exerçant son droit de réponse, dit qu'en accusant la République islamique d'Iran de déstabiliser le Liban les États-Unis ont tenté de détourner l'attention de la communauté internationale du soutien militaire, matériel et financier qu'ils fournissent à Israël, ce qui permet à ce pays de poursuivre sa politique d'occupation, d'expansion et d'agression. Depuis 60 ans que les territoires arabes sont occupés, des innocents, des femmes, des enfants ont été tués, des milliers de personnes ont dû quitter leurs terres, des milliers de maisons ont été détruites grâce aux armes et au soutien financier illimité fournis aux forces d'occupation israéliennes.

80. M. LEVANON (Observateur d'Israël), exerçant son droit de réponse, dit que le dialogue de la séance en cours a permis de voir qui soutenait le Hezbollah et qui ne le soutenait pas. La Syrie et l'Iran ont fourni des armes mortelles au Hezbollah, l'ont aidé à construire des

bunkers, lui ont fourni des conseils militaires et un entraînement en temps réel, uniquement dans le but de déstabiliser la région, de détourner l'attention du monde de leurs propres violations flagrantes. M. Levanon, prenant à témoin son homologue libanais, dit que si l'Iran et la Syrie n'avaient pas armé le Hezbollah et ne l'avait pas incité à violer le territoire israélien, les hostilités ne se seraient pas produites. Il invite donc le Liban à ne pas laisser ces pays s'ingérer dans ses affaires intérieures.

81. M. BITAR (Observateur de la République arabe syrienne), exerçant son droit de réponse, dit que la République arabe syrienne est l'alliée de tout le peuple libanais occupé par l'armée israélienne. Il ajoute qu'elle a ouvert ses portes aux civils libanais qui fuyaient l'agression israélienne, et que cette agression a pu se poursuivre grâce à l'appui fourni à Israël par les États-Unis d'Amérique. Il appelle les États-Unis à mettre fin au soutien qu'ils apportent à l'agresseur et à faire pression sur Israël pour l'obliger à respecter la légalité internationale et à éliminer les causes de déstabilisation dans la région.

La séance est levée à 13 h 10.
